388 fusils et 39.228 munitions saisis par la Police du Burundi

PANA, 26/12/2008 Bujumbura, Burundi - La Police nationale du Burundi (PNB) a saisi 388 armes légères et de petit calibre, 153 chargeurs et 39.228 cartouches de différents calibres en 2008 dans le cadre des opérations de désarmement forcé des populations civiles, a annoncé vendredi le ministre burundais de la Sécurité publique, le lieutenant-général Alain Guillaume Bunyoni. Quelque 20.960 engins explosifs ont également été saisis, a ajouté le ministre. Pour importante qu'elle paraisse, cette moisson est cependant jugée maigre par des spécialistes du désarmement à Bujumbura, qui estiment aujourd'hui encore à plus de 100.000 le nombre de ménages burundais en détention illégale d'armes légères et de petit calibre acquises tout le long de la décennie écoulée de guerre civile. Ces engins de la mort ont émaillé la chronique des médias cette année encore par le nombre élevé de vols à main armée et de règlements de comptes sur fond de conflits fonciers ou de croyances obscurantistes. Dans le cadre de la répression de ce genre de crimes, la Police nationale a eu à traiter quelque 11.679 dossiers au cours de l'année 2008, d'après toujours le ministre Bunyoni. Concernant la prévention des crimes, la Police anti-terroriste reste en alerte maximale pour parer à des menaces d'attentat contre les intérêts du Burundi. Ces menaces seraient principalement liées à la présence militaire du Burundi au sein d'une force africaine de maintien de la paix en Somalie, à en croire toujours le responsable gouvernemental. Sur le plan disciplinaire, la PNB a également assaini dans ses rangs en sanctionnant, y compris par des renvois définitifs, plus de 200 agents et responsables policiers engagés, selon le général Bunyoni. Au niveau administratif, le ministre de la Sécurité publique attend encore les résultats d'un recensement général pour mieux connaître et maîtriser les effectifs réels de la nouvelle Police nationale issue de la fusion d'anciens combattants rebelles et gouvernementaux ayant pris une part active dans la décennie écoulée de guerre civile. On estime actuellement à environ 20.000 policiers en activité, alors que les accords de cessez-le-feu prévoient une nouvelle Police nationale de la taille de seulement 15.000 hommes.